

Une phrase qui fait réfléchir :

Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde ; c'est la plus belle qualité qu'un révolutionnaire.

*Lettre d'adieu de Che Guevara à ses enfants
Mars 1965*

Le savez-vous ?

120 millions d'euros

c'est la baisse du budget de l'enseignement supérieur, en tenant compte de l'inflation

40 milliards

c'est le total de ce que les groupes du CAC 40 prévoient de verser en dividendes à leurs actionnaires en 2014. Soit la moitié de leurs profits 2013.

"Le pouvoir doit désormais rompre définitivement avec le pilonnage fiscal"

Ces propos de Mme Le Pen rejoignent ceux du Medef et l'UMP. Chacun aura compris que l'alliance des riches contre l'impôt n'a rien à voir avec la justice fiscale. Devant les reculades de M. Hollande, les vrais nantis en réclament toujours plus.

57 693

c'est le nombre de lits d'hospitalisation supprimés entre 2002 et 2011 (Source Dares)

56 millions d'euros

c'est le montant de la baisse des aides de l'État à la presse du projet de budget 2014. N'oubliez pas de verser à la souscription de l'Humanité

17 000 milliards d'euros

c'est le montant estimé des actifs financiers de particuliers dissimulés dans des paradis fiscaux! Et certains cherchent encore où prendre l'argent pour la retraite, la Sécu... l'emploi...

11 200

c'est le nombre d'emplois que PSA aura supprimés dans le groupe entre mai 2012 et mai 2014

1,2 milliard d'euros

c'est ce que devait rapporter l'écotaxe en 2014 au budget de l'État. Autant de fonds en moins pour financer les infrastructures...

Qui va payer cette nouvelle reculade ?

Le gouvernement va-t-il taxer les automobilistes "vache à lait" ?

800 millions d'euros

c'est le « dédommagement » immédiat que serait condamné à payer l'Etat au profit d'Ecomouv', entreprise chargée de collecter l'écotaxe, si l'écotaxe était abandonnée. Voilà le résultat de ce « Partenariat Public Privé » validé par le gouvernement Sarkozy-Fillon...

Un nouveau scandale politico-financier en perspective ?

LA POMMERAIE

Je possède un vénérable pommier, qui pour nous faire plaisir produit bon an mal an deux ou trois centaines de kilos de compote.

Plutôt que d'envoyer ma production à la déchetterie, depuis quelques années, je mets celles-ci dans des sacs sur le trottoir avec une étiquette : "servez vous".

Au début, les voisins étonnés prennent les pommes la nuit (curieux) puis, s'habituant, ils les prennent devant nous. Un voisin nous dit : "vous n'êtes pas des gens communs" (normal pour des communistes), veut-il dire que donner, être solidaire n'est pas commun ?

J'ai sympathisé avec quelques gitans (j'habite à quelques encablures du camp des gens du voyage et même si officiellement nous sommes "en rupture de stock", il y a toujours des fruits pour eux).

A notre surprise les gitans nous ont confectionné deux dessous de plat en osier, en remerciement.

Dans notre monde où le racisme gagne, si les communautés ont ce genre d'attitude de reconnaissance qui tissent des liens sociaux cordiaux, l'espoir n'est pas vain pour le mieux vivre ensemble !

René Ségurel

Rions un peu...

Devant sa banque, un trader gare sa Porsche flamboyante neuve, histoire de frimer devant ses collègues. Au moment où il commence à sortir de sa voiture, un camion arrive à toute allure et passe si près qu'il arrache la portière de la Porsche puis disparaît aussi vite.

Le trader se rue sur son portable et appelle la police. Cinq minutes après les flics sont là.

Avant même qu'un des policiers n'ait pu poser la moindre question, le trader commence à hurler : "Ma superbe Porsche turbo est foutue. Quoi que fassent les carrossiers, ce ne sera plus jamais la même ! Elle est foutue, elle est foutue !"

Quand il semble avoir enfin fini sa crise, le policier hoche la tête avec dégoût et dit : "C'est absolument incroyable à quel point, vous autres banquiers, vous êtes matérialistes ! Vous êtes si concentrés sur vos biens que vous ne pensez à rien d'autre dans la vie."

"Comment pouvez-vous dire une chose pareille à un moment pareil ?" sanglote alors le propriétaire de la Porsche.

Le policier répond : "Vous n'avez même pas conscience que votre avant-bras gauche a été arraché quand le camion vous a heurté..."

Le banquier regarde son bras avec horreur et hurle : "Putain, ma Rolex !"

N° 1771 du 8 novembre 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage

VARENNES-VAUZELLES PPDC

Pascal Reuillard
au Conseil Général

Page 2

Imphy : rassemblement pour le droit de se soigner

Page 3

Atout citoyen : un site pour les candidats aux municipales

Page 3

Les Nouvelles
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé 06-11-13

Hommage à Louis Fouchère :

« résister se conjugue au présent »

Voir page 4



Une boussole dans ce brouillard : « l'humain d'abord ».

Un sondage, abondamment commenté, indiquait en fin de semaine dernière que « 90% des français souhaitent un changement de la part de François Hollande ».

Changement de cap politique ? (dans ce cas... dans quelle direction ?) Changement de « méthode » ? Ou changement de Ministres ? Les personnes sondées mettent, dans leurs réponses, des choses sans doute très contradictoires... et ce sondage ne veut pas dire grand-chose. Mais il prouve en tout cas l'ampleur du problème, 18 mois seulement après mai 2012, pour le Président du « changement, maintenant »...

Couplée à une cote de confiance de moins de 30%, historiquement basse pour un Président sous la 5^{ème} République, **cette situation est profondément dangereuse.**

Elle provoque des réactions pouvant aller dans tous les sens : ainsi des « bonnets rouges » bretons, dont la colère (légitime) les aveugle au point de défiler avec, pêle-mêle, le FN, le NPA, et les patrons, notamment ceux de la grande distribution qui organisent, justement, l'étranglement de l'emploi local depuis tant d'années... ainsi des réactions poujadistes et « anti-impôts », « anti-taxes » qui ali-

mentent désormais toutes les discussions de comptoir... ainsi de la libération de la parole raciste et de l'appartenance revendiquée au FN, qui amène par exemple, dans la Nièvre, cette voisine d'un élu communiste et responsable syndical reconnu, à lui proposer par courrier, en toute tranquillité et de manière très décomplexée, de figurer sur sa liste « Bleu Marine » aux Municipales...

Oui, amis lecteurs, « des forces profondes travaillent notre société », comme l'affirmait Didier Bourotte lors de l'hommage à Louis Fouchère.

Dans cette situation, le Parti Communiste, ses militant-es, ses élus à tous les niveaux, sont une boussole, un phare dans cette mer agitée. Ne pas céder à la panique ni aux vents dominants. Montrer où sont les impasses, où peuvent être les issues. Alerter sur les pièges. Ouvrir des perspectives. Œuvrer en permanence au rassemblement le plus large sur des objectifs partagés, « avec les yeux ouverts en grand sur le réel », comme le disait Jean Ferrat.

En somme, faire de la politique. Notre pays en a plus que jamais un grand besoin. Heureusement qu'il existe un Parti Communiste dans ce pays, pour aujourd'hui et pour demain.

Pascal Reuillard au Conseil Général :

« l'harmonisation des tarifs de la restauration scolaire doit tenir compte des revenus »

Au Conseil Général, lors de la session du 28 octobre P. Reuillard a déclaré : « Si on peut comprendre la volonté d'harmonisation des tarifs pour les restaurants scolaires, permettant ainsi d'avoir une cohérence et une équité départementale, ceci ne peut pas se faire dans n'importe quelles conditions d'autant plus si cela doit se traduire par une augmentation, comme cela est indiqué dans le rapport, pouvant aller jusqu'à plus de 2%.

Permettez-moi dès lors de renouveler une proposition que j'avais déjà faite lors de la tarification des transports scolaires, pour que la participation des familles soit soumise au barème du quotient familial, si nous souhaitons que tous les jeunes nivernais aient accès à la restauration.

Du reste, partout où cela se fait, nous constatons une augmentation importante de la fréquentation des enfants issus de familles à faible revenu (...)

Je suis donc favorable à l'harmonisation des tarifs à condition de prendre en compte cette question des revenus à travers l'application du quotient familial. ».

Cette intervention a fait débat au sein de l'Assemblée. Le Président s'est engagé à mener une étude de faisabilité quant à l'application du quotient familial. Compte tenu de cet engagement P. Reuillard a voté favorablement.

Projet de révision de la carte cantonale :

« nous devrions exiger le retrait de cette réforme »

Pascal Reuillard a tout d'abord regretté que le Gouvernement n'ait pas abandonné cette mauvaise réforme, « qui exprimait au départ la volonté de faire fusionner, les Conseils Généraux et Régionaux. Cette volonté de remettre en cause les institutions et leurs prérogatives s'inscrit dans un contexte de crise sociale où les citoyens ont plus que jamais besoin de repères, de soutiens. Alors, démocratie et rôle de nos collectivités sont donc bien les deux axes pour que ces derniers perçoivent un signe, une volonté de leur redonner la parole, de les associer aux décisions.

Si cette loi vise à renforcer la démocratie, la moindre des choses serait alors d'y associer les habitants, les élus, les associations. Or, sur cette question ils ont été écartés. La loi ne change en rien ce que nous avons condamné sous le Gouvernement de Nicolas Sarkozy.

Les communes et les départements restent toujours dans le viseur de ceux qui veulent leur affaiblissement, voire leur disparition au profit des intercommunalités ou des régions. J'attendais que la place de la commune et du département soit réaffirmée et renforcée. Ce qui répondrait aux aspirations d'un grand nombre de nos concitoyens. Comme nous l'avons vu lors de l'initiative organisée par l'Association des Maires et à partir d'une étude de l'INSEE, l'échelon communal et l'échelon départemental restent ceux qui sont le plus reconnus par nos concitoyens, (...)

Cette question du redécoupage s'inscrit dans un débat plus large. Par exemple, **que vont devenir nos chefs-lieux de cantons et avec eux, tous les services qui contribuent à**

faire vivre nos territoires ? J'espère que cette redéfinition des cantons ne servira pas de prétexte à de nouvelles fermetures de services publics et à des suppressions d'emplois.

Ma deuxième inquiétude concerne les moyens donnés aux collectivités. Va-t-on leur apporter des moyens supplémentaires ? Surtout quand on voit que les profits explosent. Cela ne doit-il pas se traduire par une plus juste répartition des richesses plutôt que de prélever 6,4 milliards d'euros sur les ménages en augmentant notamment la TVA pour, ensuite, les redonner aux grands groupes ?

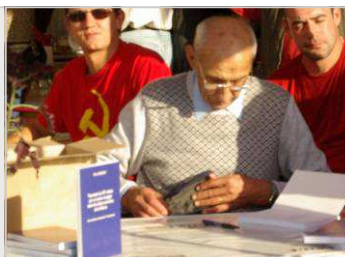
Concernant le projet de redécoupage, j'ai déjà eu l'occasion de faire part de mes remarques lors de travaux présidés par Madame la Préfète qui en a d'ailleurs largement tenu compte. C'est pourquoi, je ne participerai pas à un vote sur toute autre proposition qui ne répond pas à la question de fond. **Nous devrions exiger : le retrait de cette réforme ; davantage de moyens pour nos collectivités ; le maintien de nos compétences utiles ; une réforme du système électoral qui remette la proportionnelle pour les élections départementales.** C'est à ce niveau d'exigence de contenu que nous devrions nous prononcer. »

A La Machine lors du Conseil Municipal Noël Fumat adjoint, a regretté que les élus et habitants ne soient pas consultés. Dans le découpage qui rassemble Imphy, La Machine St Benin, on écarte St Léger des Vignes. « Les coopérations existantes ou passées n'ont pas été prises en compte. Est-ce cela, la démocratie ? »

Garchizy, samedi 9 novembre de 10 h à 12 h Bibliothèque municipale

Jean-Paul Pinaud, Maire, Colette Boch, adjointe à la culture et l'équipe de la bibliothèque municipale

vous convient à la dédicace du livre de Roger Boissay « Traversée du XXe siècle par un acteur engagé dans les luttes ouvrières de la Nièvre »



Séance de dédicaces à la Fête de l'Humain

Retraites : examen de la loi au Sénat Pour la CGT « l'heure n'est pas au fatalisme »

C'est ce qu'affirmait Danièle CLAMOTE (secrétaire départementale de la CGT) lors du rassemblement (auquel s'étaient joints la FSU ET Solidaires) du 30 octobre dernier à l'occasion de l'examen du projet de loi de réforme des retraites par le Sénat.



Lors de son allocution elle a rappelé que « si le projet en l'état contient quelques rares avancées sur les questions de la pénibilité, du tiers temps pour les femmes ou de la prise en compte des années d'études et d'apprentissage... sur le fond cette réforme prolonge les effets pervers des précédentes ».

En effet « un jeune commençant de cotiser à 25 ans devra travailler jusqu'à 68 ans pour avoir une retraite à taux plein » et la question se pose de savoir « si l'on peut considérer comme une conquête sociale la possibilité octroyée aux travailleurs les plus usés par un travail harassant de partir en retraite à 60 ans après 25 ans de travaux pénibles... »

Pour la CGT, « l'action pour une juste réforme des retraites passe aussi par l'exigence de plus d'emplois, de salaires et de pouvoir d'achat, par l'exigence d'un développement des services publics et de notre outil industriel... »

Les critiques se font entendre aussi au Sénat puisque le projet a été rejeté par les parlementaires. Le groupe communiste républicain et citoyen par la voix de D WATRIN a largement contribué à ce rejet et a proposé « une autre réforme qui ne pénalise ni les salariés ni les retraités ni, surtout, notre jeunesse. Une autre réforme financée par exemple par la taxation des revenus financiers des entreprises. »

Marseilles-lès-Aubigny : Hommage à Roland CHAMPENIER, le dimanche 17 novembre

La Municipalité de Marseilles-lès-Aubigny, les Comités de la Nièvre et du Cher de l'ANACR, avec la participation de la FNDIRP, organisent une cérémonie à l'occasion du

69^{ème} anniversaire de la mort du Commandant Roland

10h45 : rassemblement devant la maison natale de Roland (rue de Loire)
11 h : cérémonie devant le monument à la mémoire de Roland et de ses camarades.

Les prises de parole auront lieu, comme chaque année, au centre socio-culturel où l'on se rendra en voiture.

Les conseillers régionaux communistes de Bourgogne au travail

Pour être informé de leurs initiatives, de leurs prises de position, de leurs déclarations... Rendez-vous sur le site :

<http://eluscommunistes-conseilrégionaldebourgogne-monsite.com>

Vous y trouverez leur lettre. Nous reviendrons la semaine prochaine sur la dernière session plénière.

Roms : les nouveaux boucs-émissaires !

Les élections municipales arrivant, depuis plusieurs mois, la droite et l'extrême droite ont enclenché la tactique sur l'insécurité en mettant en avant le « problème » des Roms. A les entendre, tous les cambriolages, tous les vols, toutes les agressions, en France ne sont dus qu'à la présence des Roms sur notre territoire, laissant ainsi l'impression qu'ils sont partout. Le Ministre de l'Intérieur a même emboîté le pas en affirmant que « les Roms n'ont pas vocation à s'intégrer », continuant les expulsions comme dans l'affaire Leonarda.

17 000 Roms sur notre territoire poseraient autant de problèmes !?

394 campements (dont la majorité en Ile-de-France), plus de 3 700 Roms vivent sans eau courante, au moins 1 300 Roms ne bénéficient d'aucun traitement des déchets, 4 239 Roms au 1^{er} semestre 2013 ont bénéficié d'une autorisation de travail.

Certaines municipalités arrivent à mettre en place des dispositifs pour apporter des solutions décentes (et parvenir à leur intégration) ; autres que « démonter un camp » sans aucun suivi par la suite. Ce sentiment de rejet, de montrer du doigt les Roms ne se fait pas seulement en France mais à travers l'Europe.

En Grèce, un enfant blond présent sur un campement intrigue les autorités : l'enfant n'appartient pas au couple qui en a la garde et les autorités arrêtent le couple Rom pour « enlèvement d'enfant ». Sous l'émotion suscitée, les Roms sont devenus des voleurs d'enfants à travers l'Europe. Il s'est avéré que cet enfant est un enfant d'une famille Rom bulgares qui a laissé leur enfant au couple en Grèce parce que ne pouvant plus subvenir à ses besoins.

Suite à cette affaire, quelques jours après en Irlande, 2 enfants blonds sont arrachés de leur famille Rom : après vérification par test ADN, les 2 enfants sont bien ceux des couples incriminés. Maintenant, un enfant blond dans un campement peut devenir suspect car sur une base « d'apparence » (sans aucun fondement), une personne « blonde » ne peut pas être Rom.

Les vieux démons commencent-ils à resurgir ?

Wilfried Gay

1^{er} novembre : Hommage à Louis Fouchère

A l'invitation du Parti Communiste et de François Diot (secrétaire départemental), la cérémonie du 1er novembre à la mémoire de Louis Fouchère et des résistants fusillés en 1942 s'est déroulée au cimetière Jean Gauthier à Nevers et au champ de tir de Challuy. C'est par ces mots que Didier Bourotte (secrétaire de la section de Nevers du PCF et adjoint au maire de Nevers) a voulu témoigner du courage de ces résistants, et conjurer leur combat au présent :



Parmi les présents, citons Edith Picy, petite fille de Louis Fouchère, Pascal Reuillard, Maire de V-Vauzelles, Jean Paul Pinaud, Maire de Garchizy, Jean Marc Ragobert de l'ANACR, Gilbert Lucazeau, porte drapeau...

« Louis Fouchère était dirigeant syndical à la CGT et responsable du Parti Communiste dans le département de la Nièvre... le Parti Communiste, un parti interdit dès octobre 1939 par le gouvernement Daladier... et la CGT, un syndicat interdit lui aussi peu après (...)

Louis Fouchère, dès 1940, organisa le premier groupe de résistance et déploya son activité jusqu'à son arrestation et son exécution au champ de tir.

Pour sa part, Camille Baynac ramena de Paris des milliers de tracts qui feront connaître aux nivernais l'appel à la Résistance intérieure lancé par le Parti Communiste Français le 10 juillet 1940. » (...)

Evoquant la montée des idéologies d'extrême-droite en France et en Europe, « de toutes ses forces, le Parti Communiste fera vivre « l'humain d'abord », et barrera la route de ceux qui, profitant des désillusions, du désespoir et repères perdus, veulent tirer l'ensemble de la société française vers de nouvelles régressions sociales et vers des aventures politiques sans issue.

Pour sa part, Liliane Depresle déclara au Champ de Tir : « **Le 3 novembre à Paris va être projeté en avant-première le film de Gilles Perret « les jours heureux ».**



L'auteur du film a écrit ces mots « en 1943, les Résistants créent le modèle social français ». Tout est dit. Ce que l'on appelle le modèle social, français est le produit direct du programme adopté le 15 mars 1944 par le Conseil National de la Résistance et il n'y aurait jamais eu de programme sans ces hommes et ces femmes qui au prix de leur vie ont œuvré à libérer notre pays du joug nazi.

Ceux que nous honorons aujourd'hui étaient de ceux-là (...)

L'extrême droite est actuellement représentée dans 16 assemblées nationales sur notre continent et détient une quarantaine de sièges sur 736 au Parlement Européen. Dans un contexte de crise économique et sociale son pouvoir d'attraction grandit. Dénonçons et agissons (...)

Comme le dit Honoré de Balzac, « **la résignation est un suicide quotidien** ». A nous de travailler à faire connaître les événements et les actions qui ont permis les jours heureux »



Le combat de Louis Fouchère et ses camarades, leur mort nous éclairent. Nous savons jusqu'à quelles extrémités peuvent aller nos adversaires de classe.

Mais, grâce à eux, nous savons aussi qu'il n'y a rien d'inéluctable, et que la victoire est quelquefois bien proche du désastre.

Travailler en permanence à arracher toutes les avancées, même minimales, qui permettront de progresser vers une amélioration des conditions de vie du plus grand nombre... Engager des fronts de luttes les plus larges possibles, autour objectifs partagés... Travailler en permanence dans l'intelligence des rapports de force tels qu'ils sont, dans la clairvoyance, et œuvrer sans relâche à faire grandir le rapport de forces, comme nous y invitait Jean Ferrat, « pas à pas, humblement, sans vérités tracées ni lendemains qui chantent » :

Voilà la démarche aujourd'hui engagée par le Parti Communiste Français, dans le Front de Gauche.

C'est ainsi que nous resterons fidèles au combat de Louis Fouchère et ses compagnons ».

Le facteur vous apportera-t-il votre courrier le 9 novembre ?

Le principal souci de La Poste est devenu l'actionnaire. La direction nationale prétend en cette fin d'année regonfler par tous les moyens le chiffre d'affaires (CA). Elle incite donc les diverses directions régionales à peser sur « **la dette sociale** ».

La Poste appelle ainsi notamment les congés payés, les repos que doivent encore prendre les salariés.

Et voilà les directions régionales qui « **remettent en cause le droit au congés des postières et des postiers** », selon la CGT « sous diverses formes ».

Le syndicat cite des exemples précis dans les régions « Anjou-Maine ; Poitou Charentes ; Périgord-Agenais ; Ain ; Haute-Savoie ; Rhône-Alpes Nord ; Bourgogne... ».

Dans la Nièvre, selon la CGT FAPT « **la Poste demande aux postiers de prendre un congé les samedis 2 et 9 novembre** ».

Il est tout à fait normal que les Postiers qui travaillent six jours sur sept puissent bénéficier de week-end prolongés. Se pose la question du remplacement.

Or, « **la Poste ne prévoit pas de remplacement** » si l'on en croit le syndicat. « **Ce qui s'est produit sur 79 tournées dans le département le samedi 2 novembre** ».

Arrivera-t-il la même chose le 9 novembre ? Votre courrier arriverait alors au mieux le mardi 14 novembre.

Rien ne vous empêche, comme y invite la CGT à exiger auprès des directions locales que « **des moyens de remplacement soient mis en place** »

IMPHY : se rassembler pour que les citoyens aient le droit de se soigner



Après le départ de deux médecins installés à Imphy, les habitants ainsi que qu'une partie des résidents de l'EHPAD P. Bérégovoy n'ont plus de médecin traitant.

A l'appel de la CGT, des professionnels de l'établissement ainsi que des résidents se sont rassemblés, le jeudi 31 octobre devant les locaux de l'ARS à Nevers pour manifester leurs inquiétudes.

Pour la CGT « **Les citoyens sont confrontés depuis des années aux différentes réformes qui toutes ont conduit au désengagement de l'Etat de notre système de santé (...)** durant 25 ans, la mise en place d'un numerus clausus restrictif a conduit à réduire le nombre de médecins ».

Une délégation a été reçue par le délégué territorial de l'ARS, une table ronde a été demandée réunissant des représentants de l'ARS, de la Préfecture, de l'EHPAD et de la ville d'Imphy pour la venue de nouveaux médecins. « **Nous pourrions réfléchir à la création d'un centre de santé employant des médecins salariés. Partout où cela s'est fait, le recrutement n'a pas posé de problème** » souligne Laurent Laboureau, responsable CGT.

Déjà, lors d'un débat il y a quelques mois à Imphy, la CGT et Christian Prudhomme (médecin urgentiste) avaient avancé des propositions pour une médecine de proximité qu'attendent les citoyens : « **Créer un pôle bancaire public pour financer les hôpitaux par des prêts à taux bonifiés, créer des centres rattachés à l'hôpital avec des médecins salariés, rétablir les hôpitaux de proximité avec des maternités dans les petites villes, créer un pôle public du médicament...** » La CGT rappelle qu'elle « **est disponible pour organiser une grande mobilisation publique regroupant l'ensemble de la population et les élus afin de défendre la devise des créateurs de la Sécu en 1945 : chacun paye selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. La vraie justice sociale, c'est de répondre aux revendications des salariés et aux besoins de la population** »

Une pétition pour demander plus de moyens a récolté plus de 250 signatures.

Contre la fraude fiscale

« *Évasion des capitaux et finance : mieux connaître pour mieux combattre* »
Un rapport d'Eric Bocquet sénateur communiste au nom de la Commission d'enquête parlementaire, à l'initiative du groupe.

Vous pouvez consulter l'intégralité du rapport à l'adresse internet ci-dessous
www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-087-1-notice.html



Municipales : ATOUT CITOYEN un site mis à disposition par le CIDEFE

POUR QUI ?

Un site en direction des candidats aux municipales de 2014, que ces candidats soient déjà élus ou non

POURQUOI ?

Pour s'informer

En accédant à un site qui mutualise gratuitement du contenu utile pour aider à la campagne électorale et remettre les citoyens au cœur (fiches thématiques, expériences, positions de l'ANECR, contenu de formation, point de vue, apport de partenaires, dossiers et articles de L'Élu d'aujourd'hui, etc.).

Pour échanger

Un lieu ouvert pour partager son expérience de campagne avec d'autres candidats, interroger des experts, proposer son point de vue...

Pour se former

Prolonger ses réflexions, ses actions en participant à des formations Cidefe, que l'on soit élu ou non ! Les formations sont ouvertes aux citoyens, aux fonctionnaires, aux associatifs, etc.

RENDEZ-VOUS SUR : www.atoutcitoyen.fr.



Assemblée des élus de l'ADECR le 16 novembre

L'Assemblée générale de l'Association Départementale des Élus Communistes et Républicains se tiendra le :

**samedi 16 novembre de 9 h à 13 h
salle Marcel Paul à V. Vauzelles**

Dans le courrier d'invitation, Christian LEBATTEUR Président de l'A-DECR affirme : « Dans cette période marquée par une impatience et une mobilisation pour de réelles décisions de rupture avec la politique précédente, l'objectif que se donne notre association est de créer les conditions d'un rassemblement contre la politique d'austérité. Celui-ci est d'autant nécessaire que les mesures gouvernementales ne vont pas dans le bon sens (...) 18 mois après l'élection présidentielle la déception est réelle comme en témoignent les enquêtes d'opinion. Sur de nombreux sujets nous avons besoin d'échanger, y compris de notre action dans les municipalités d'union à gauche, du sens de notre engagement en tant qu'adhérents de l'ADECR, et de la préparation des futures élections municipales de 2014 ».

Une formation du CIDEFE est prévue de 11 H 00 à 13 H 00 sur les nouvelles dispositions réglementaires pour les élections municipales.

Pour toutes demandes de renseignements et inscriptions :

ade-cr.58@orange.fr